



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/ITNC/AC.1/L.3
3 juillet 1996

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des
normes internationales de comptabilité et de publication
Quatorzième session
Genève, 1er juillet 1996
Point 7 de l'ordre du jour

**PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS
DES NORMES INTERNATIONALES DE COMPTABILITE ET DE PUBLICATION
SUR SA QUATORZIEME SESSION**

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 1er au 5 juillet 1996

Rapporteur : M. Syarifuddin (Indonésie)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 6
I. Comptabilité et publication d'informations par les banques commerciales, notamment sur les structures bancaires et les établissements apparentés, ainsi que sur la désignation et le renouvellement par roulement des vérificateurs des comptes (point 3 de l'ordre du jour)	7 - 21
IV. Questions d'organisation	22 - 24

Note à l'intention des délégations

Le présent projet de rapport est un texte provisoire qui est distribué
aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification doit être soumise, en anglais ou en
français, au plus tard le mercredi 10 juillet 1996 à la :

Section d'édition de la CNUCED
Bureau E.8106
Télécopie : 907 0056
Téléphone : 907 5656/5655

INTRODUCTION

1. La quatorzième session du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication a eu lieu du 1er au 5 juillet 1996 au Palais des Nations, à Genève.

2. A cette occasion, le Groupe de travail a tenu ... séances officielles et ... séances informelles.

Déclarations liminaires

3. Le Président du Groupe de travail intergouvernemental à sa treizième session a déclaré que la réorientation des travaux de la CNUCED entraînerait un renforcement de l'assistance pratique aux pays en développement.

Les sociétés transnationales jouaient un rôle moteur dans le développement car elles créaient des emplois et contribuaient au commerce et à l'investissement. Une bonne comptabilité financière leur permettait d'évaluer leur activité avec précision, ce qui était indispensable pour pouvoir répartir efficacement les ressources. Il importait que le Groupe fasse connaître ses conclusions pour aider les pays en développement à améliorer leurs pratiques comptables.

Les sociétés transnationales cherchaient à se procurer des capitaux dans le monde entier et l'évolution concomitante des marchés de valeurs mobilières exigeait l'application de normes internationales de comptabilité. Le Groupe devrait faire plus largement connaître ses idées et jouer un rôle plus actif dans le domaine de l'établissement de normes.

4. Le Secrétaire général de la CNUCED a dit que celle-ci entrait dans une nouvelle phase de son existence que l'on pouvait qualifier de renaissance. Elle devait trouver de nouveaux moyens d'action, tout en conservant les acquis valables du passé, et faire preuve de pragmatisme. Avant toute chose, la CNUCED devait faire appel à la société civile et associer le secteur privé à ses travaux.

5. Dans le communiqué final de la réunion qu'il venait de tenir à Lyon, le Groupe des Sept jugeait très positifs les résultats de la neuvième session de la Conférence. Il considérait que des bases solides avaient été jetées pour la réorganisation de la CNUCED avec le recentrage des priorités, l'accent étant mis notamment sur l'assistance aux pays les moins avancés ainsi que sur la coopération avec l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations internationales. Le Groupe des Sept avait également insisté sur le rôle particulier des groupes d'experts. Lors de la réunion de chefs de secrétariat d'organisations internationales tenue parallèlement au sommet du G-7, le

Directeur général du FMI avait déclaré que les problèmes des pays les moins avancés tenaient notamment aux carences des structures institutionnelles dans le domaine technique et financier. Faute d'interlocuteurs valables au Ministère des finances de certains pays en développement, le FMI pouvait difficilement prêter des fonds, ne sachant pas s'ils seraient utilisés efficacement. La CNUCED pourrait s'employer à renforcer les institutions et les capacités dans le tiers monde, tâche utile entre toutes.

6. Pendant le sommet du G-7, le Directeur général du FMI avait déclaré que l'économie mondiale risquait d'être ébranlée par une grave crise dans le secteur bancaire, aussi les débats du Groupe de travail intergouvernemental sur la publication d'informations par les banques commerciales venaient-ils à point nommé. Il était très important de collaborer avec l'OMC pour aider les pays en développement à tirer parti de l'abaissement des obstacles au commerce dans le domaine des services comptables. Enfin, le développement durable étant un objectif important pour la CNUCED, le Secrétaire général encourageait le Groupe à poursuivre ses efforts dans le domaine de la comptabilité de l'environnement.

Chapitre I

COMPTABILITE ET PUBLICATION D'INFORMATIONS PAR LES BANQUES COMMERCIALES, NOTAMMENT SUR LES STRUCTURES BANCAIRES ET LES ETABLISSEMENTS APPARENTES, AINSI QUE SUR LA DESIGNATION ET LE RENOUELEMENT PAR ROULEMENT DES VERIFICATEURS DES COMPTES

(Point 3 de l'ordre du jour)

7. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail intergouvernemental était saisi du document suivant :

"Comptabilité et publication d'informations par les banques commerciales" (TD/B/ITNC/AC.1/9).

8. Les représentants de certains pays africains ont indiqué que ceux-ci étaient en train d'élaborer des lois et règlements sur la comptabilité et la publication d'informations par les banques commerciales ou de réviser leur législation dans ce domaine, et ont souligné que le document établi par le secrétariat était à cet égard fort utile. Le représentant de la Tunisie estimait que les banques devraient publier un rapport distinct mettant en lumière les risques auxquels elles étaient exposées, risques qui devraient être évalués plusieurs fois par an. Le représentant du Maroc a déclaré que son pays avait également entrepris de réformer la comptabilité dans le secteur bancaire, et que le rapport du secrétariat lui serait extrêmement précieux. Le Maroc exigeait deux rapports supplémentaires pour les banques : l'un sur les indicateurs de qualité de la gestion et l'autre sur les sources de financement. Le représentant du Nigeria a évoqué le nombre alarmant de faillites bancaires dues à des fraudes, et déclaré que son pays avait adopté une loi sur les banques en faillite. Il y avait des malversations dans tous les pays, et une plus grande transparence ainsi qu'une information plus complète pourraient aider les autorités compétentes et d'autres intéressés à les détecter.

9. Le représentant du Brazil a fait observer que la déréglementation du secteur bancaire avait lieu à une époque marquée par une innovation rapide dans le domaine des instruments financiers. Cela ne facilitait pas la tâche des banquiers, des juristes et des comptables. Il fallait faire preuve de transparence dans la comptabilité pour fournir des renseignements sur ces nouveaux instruments et prendre en compte les ajustements au titre de l'inflation. Les pays en développement, en particulier, avaient besoin de conseils dans ce domaine. Le représentant du Zaire était lui aussi d'avis que

des ajustements étaient nécessaires pour tenir compte de l'inflation.

Le Groupe avait examiné la question de l'hyperinflation et devrait continuer à le faire. Au Zaïre, des banques étaient au bord de la faillite, leur capital étant dévalorisé par l'hyperinflation.

10. Le représentant du Liban a dit qu'il fallait encourager les sociétés à utiliser les normes internationales établies par le Comité international des normes comptables (IASC) pour rédiger des rapports financiers permettant d'informer les marchés de valeurs mobilières. Il a également souligné que les vérificateurs externes devaient trouver les moyens d'évaluer les risques inhérents courus par les banques, et qu'il fallait accorder une attention particulière aux transactions entre les banques et leurs directeurs et d'autres parties apparentées. Le représentant du Soudan, qui partageait ce point de vue, a également fait remarquer que, dans son pays, le marché des valeurs ne disposait pas de renseignements suffisants sur les banques cotées en bourse et qu'à l'avenir les banques seraient tenues de présenter des rapports trimestriels.

11. La représentante de la Pologne a informé le Groupe que son pays avait révisé sa législation en matière de comptabilité pour l'aligner sur les directives de l'Union européenne, et qu'il utilisait aussi des normes comptables internationales (normes IAS) car certaines de ces directives étaient datées. La Pologne avait cependant pris du retard dans l'élaboration de règles pour les nouveaux instruments financiers. Les contrôles bancaires internes devraient être renforcés et des principes directeurs devraient être établis. Cet avis était partagé par le Président, qui estimait que le Groupe pourrait donner des conseils dans ce domaine et que les vérificateurs devaient accorder une plus grande attention aux mesures de contrôle interne.

La représentante de la Chine a dit que le rapport du secrétariat était très utile à son pays qui était en train d'établir des règles de comptabilité et de publication à l'intention des banques. La Chine était en pleine transformation économique et n'avait guère d'expérience directe des écueils que l'on pouvait rencontrer dans le secteur bancaire privé. Le représentant de la Communauté européenne a dit que les directives de l'Union concernant les banques étaient équilibrées et n'étaient pas trop astreignantes. Des travaux étaient en cours dans le domaine de l'information sur les nouveaux instruments financiers. Dans le cadre de la nouvelle stratégie en matière de comptabilité, l'Union européenne tiendrait compte des activités de l'IASC. Elle avait comparé

ses directives bancaires à la norme IAS 30 et n'avait pas constaté de divergences.

12. Le représentant de l'Allemagne estimait que pour la détermination de la valeur du marché, il fallait tenir compte du "risque valeur".

13. Le représentant du Brésil a déclaré que les banques devraient être tenues d'inclure dans les états financiers de base un rapport sur les mouvements de fonds ou les flux de trésorerie. Le Président ainsi que les représentants de la Communauté européenne et de l'Institut canadien des comptables agréés estimaient que les renseignements sur l'évolution des comptes de capital de la banque devraient figurer dans les notes des états financiers et non dans un état distinct.

14. Le représentant de la Communauté européenne a ajouté que le bilan devrait comprendre une ligne intitulée "engagements et provisions pour imprévus", avec des notes de bas de page donnant des renseignements à ce sujet.

Le représentant du Liban a déclaré que les dépôts confiés à des institutions affiliées ou reçus de celles-ci devraient être comptabilisés séparément dans le bilan.

15. Le représentant du Brésil a également déclaré que les comptables et vérificateurs internes des banques devraient évaluer le système de gestion des risques en même temps que les contrôles internes. Les provisions pour créances douteuses ne devraient pas être limitées aux montants déductibles à des fins fiscales, mais devraient refléter les conditions économiques réelles. En ce qui concernait les instruments financiers dérivés, les informations publiées par les banques devraient indiquer l'objet des opérations : échange de titres, couverture ou spéculation. C'était là les principaux renseignements dont les utilisateurs des états financiers avaient besoin pour pouvoir évaluer les risques courus par la banque.

16. Certains représentants et observateurs ont soulevé la question des réserves occultes. Certains estimaient que ces réserves étaient utiles aux banques pour stabiliser leurs résultats et assister des clients en difficulté. Elles étaient conformes au principe de prudence et aidaient l'économie nationale en cas de graves perturbations. D'autres délégations considéraient cependant que les états financiers des banques devraient être absolument transparents, car cela ne pouvait qu'accroître leur crédibilité. En outre, les réserves ne devraient pas être utilisées pour financer le maintien d'organismes potentiellement insolubles.

17. Certaines observations ont également été formulées au sujet de la façon dont les banques devraient évaluer les diverses formes de risques que comportaient leurs opérations. Le représentant de la Banque mondiale a dit que les contrôles internes constituaient un aspect très important du programme de gestion des risques. Le représentant du Brésil jugeait nécessaire pour une banque d'avoir un vérificateur à l'échelle mondiale.

18. Le représentant du Comité international des normes comptables (IASC) a déclaré que le conseil de cet organisme avait approuvé récemment un projet de texte sur l'information bancaire.

19. Plusieurs délégations estimaient que les recommandations du secrétariat concernant les renseignements supplémentaires à fournir seraient très utiles à la direction des banques, mais que la plupart de ces renseignements n'avaient pas à figurer dans les rapports généraux et qu'il suffisait de les communiquer aux organismes de contrôle.

20. Le représentant du Royaume-Uni a dit que les organismes de contrôle faisaient plus largement appel à des vérificateurs externes depuis quelques années; il était important qu'ils entretiennent des relations fondées sur la franchise et l'ouverture.

Conclusions du Groupe de travail intergouvernemental au sujet du point 3 de l'ordre du jour

21. Le Groupe de travail intergouvernemental a conclu que la CNUCED devrait publier le rapport du secrétariat, avec les modifications voulues, et le communiquer à l'IASC pour examen et observations.

Chapitre IV

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la session

22. La quatorzième session du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication a été ouverte par M. L. Nelson Carvalho (Brésil), président du Groupe à sa treizième session.

B. Election du bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

23. A la 1ère séance, le 1er juillet 1996, le Groupe a élu le bureau ci-après :

<u>Président</u> :	M. Herbert Biener	(Allemagne)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. Cemal Kuçuksözen	(Turquie)
	M. Abdelaziz Talbi	(Maroc)
	Mme María Flora Calva	(Costa Rica)
	M. Prawit Minsuvannakul	(Thaïlande)
	M. Krastev Todor	(Bulgarie)
<u>Rapporteur</u> :	M. Syarifuddin	(Indonésie)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(point 2 de l'ordre du jour)

24. A la même séance, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour provisoire publié sous la cote TD/B/ITNC/AC.1/7. L'ordre du jour de la quatorzième session était le suivant :

1. Election du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Comptabilité et publication d'informations par les banques commerciales, notamment sur les structures bancaires et les établissements apparentés, ainsi que sur la désignation et le renouvellement par roulement des vérificateurs des comptes
4. Comptabilité des concessions publiques
5. Questions diverses
 - a) Rapport oral sur les enquêtes nationales concernant les raisons de la non-application des normes internationales de comptabilité et de

publication, et recommandations, fondées sur les enquêtes, en vue de remédier aux carences constatées;

- b) Rapport oral sur les méthodes de fixation des prix de cession interne et sur les pratiques actuelles;
 - c) Rapport oral sur l'évolution de la comptabilité au niveau mondial;
 - d) Rapport oral sur les sous-groupes qu'il est proposé de créer afin d'étudier des normes mondiales de qualification pour les comptables (y compris les techniciens comptables) ainsi qu'un système d'accréditation professionnelle reposant sur de telles normes;
 - e) Rapport oral sur le suivi des questions examinées à la treizième session du Groupe.
- 6. Ordre du jour provisoire de la quinzième session du Groupe.
 - 7. Adoption du rapport du Groupe de travail sur sa quatorzième session.

D. Ordre du jour provisoire de la quinzième session du Groupe

(Point 6 de l'ordre du jour)

[à compléter]

E. Adoption du rapport du Groupe de travail sur sa quatorzième session

(Point 7 de l'ordre du jour)

[à compléter]
